



Pourquoi partir ?

Akossoua Dzifa Folly

© Une analyse de l'IRFAM, Liège, 2019 – 16

Préambule

Dans le cadre de son travail d'investigation et de l'animation d'un débat public à propos *des politiques migratoires et d'intégration — ainsi que de leurs conséquences sur les populations* —, l'IRFAM suggère, en libre accès, une série d'analyses qui ont pour objectif d'approcher les vécus de familles issues de l'immigration dont la trajectoire est rythmée par des événements, parfois dramatiques, qui peuvent occasionner des ruptures. En effet, la globalisation culturelle et les flux de populations installent les familles dans un contexte sans cesse plus diversifié, dans une société ouverte à des représentations, codes, mémoires et histoires différentes, imprégnant les manières de concevoir leur devenir. Notre travail offre ainsi une information et une grille de lecture de faits découlant directement des *politiques d'immigration et d'intégration comme elles sont appliquées en Belgique et en Europe*, au-delà des généralisations ou des descriptions chiffrées, en filigrane de récits recueillis par des observateurs de première ligne, auprès d'hommes, de femmes et d'enfants pris par le mouvement migratoire.

Ces lectures sont destinées à outiller les intervenants éducatifs, psychosociaux et socioculturels — professionnels ou bénévoles — travaillant directement ou indirectement auprès de familles fragilisées. Elles questionnent également les décideurs qui leur accordent ou pas les moyens d'un fonctionnement efficace. *Bonne lecture !*

Pour citer cette analyse :

Akossoua Dzifa Folly, « Pourquoi partir ? », *Diversités et Citoyennetés*, n° 54, 2019, p. 5-8.

Pourquoi partir ?

Akossoua Dzifa Folly

Aller à l'aventure. Partir sans savoir où l'on va. Juste le désir de quitter. Fuir, s'éloigner d'un endroit que l'on trouve vil, sans vie, sans âme : un tunnel sombre sans lumière au bout. Tout essayer. Certains ne s'accrochent même plus à la vie. Ils sont prêts à la risquer ; la vie devient la dernière carte à jouer. Leur choix est clair : coûte que coûte PARTIR !

La question migratoire fait actuellement partie de l'une des préoccupations globales majeures. Or, la migration est loin d'être un fait nouveau. Quitter un lieu pour un autre a toujours fait partie des choix de l'homme. Mais, pour l'heure, l'humanité fait face à des « migrations de masse ». Dans cet article, allons en amont des migrations pour comprendre les raisons de l'exode rural en Afrique subsaharienne. *Qu'est-ce qui pousse les jeunes à quitter leur région d'origine ? Pourquoi cette envie d'aller sous d'autres cieux au péril de leur vie ?*

La zone Mokpokpo face à la migration de sa jeunesse

Depuis 20 ans, l'IRFAM mène divers projets d'autodéveloppement durable au profit de communautés villageoises du Togo. *La démarche de l'institut part du constat du lien inextricable entre les conditions de vie là-bas et les migrations ici.* Elle repose sur l'accompagnement de populations dans une zone baptisée « Mokpokpo » située à 80 km au nord de Lomé, couvrant douze villages pour un total de 4500 habitants.

La jeunesse de la zone est composée en majorité d'enfants en bas âge et scolarisés au niveau primaire ou en début de secondaire, en plus de quelques jeunes déscolarisés pratiquant l'activité agricole¹. À partir de l'enseignement secondaire, on constate un départ massif des jeunes scolarisés vers les villes proches pour continuer leurs études en raison de l'absence d'une autre école secondaire proche de leur village. D'autres jeunes en situation de déscolarisation quittent également les villages vers la ville pour bénéficier de formations professionnelles comme la maçonnerie, la menuiserie, le tissage, ou encore pour apprendre à conduire.

Une récente enquête réalisée par l'IRFAM auprès d'une centaine de familles de la zone Mokpokpo montre que la plupart des jeunes âgés de 12 à 20 ans comparent leur village aux régions voisines qu'ils estiment présenter des conditions économiques plus favorables. Plus de 26 % nourrissent le rêve d'aller en Europe.

Tradition/modernité

Les jeunes ont des difficultés à trouver leur place dans une société traditionnelle où la gouvernance est pyramidale. La plupart des décisions émanent de la chefferie composée du roi local et de notables, généralement des personnes âgées. La chefferie a pour mission de garantir le respect des us et coutumes ancestraux, même si ces sociétés traditionnelles ne sont pas à l'abri de mutations et sont en constante évolution économique. Ces changements marquent notamment la fin d'une société dominée par la tradition. Les jeunes connaissent ce qui se passe ailleurs par le biais de leurs téléphones portables, même si les villages ne bénéficient pas d'électricité. Dans un tel contexte, lorsque les vieux voient leur pouvoir leur échapper, ceux-ci ont tendance à s'y accrocher davantage et les règles se rigidifient, ce qui rend les relations d'autant plus conflictuelles entre les jeunes et les anciens. Ce contexte rural sclérosé est de moins en moins adapté aux besoins de la jeunesse. L'autorité administrative, un vestige des colonisations passées, n'est pas plus utile face à leurs attentes. Ces secousses perturbent fortement la vie des sociétés villageoises : plus la localité est en contact avec le monde extérieur, plus la dichotomie entre les vieux et les jeunes est importante, poussant ces jeunes à émigrer.

Si, dans une société traditionnelle, la polygamie est courante, en contexte de pauvreté, avoir plusieurs femmes et de nombreux enfants est problématique. Nombre de pères manquent à leurs responsabilités et se retrouvent dans l'incapacité de s'occuper de leurs familles. Ce sont alors surtout les filles qui se trouvent lésées. Et pour cause, l'âge moyen de mariage des filles est de 16 ans dans les zones rurales. Elles sont parfois mariées de force à des hommes bien plus âgés et deviennent des mères au foyer. Certaines d'entre elles fuient vers les villes afin d'échapper à ces conditions, mais peuvent se retrouver captives de réseaux de prostitution. D'autres sont envoyées en ville par leurs parents afin de devenir « bonnes ». Il n'est pas rare qu'elles subissent des abus. De jeunes garçons héritent, quant à eux, de la pression économique et doivent subvenir aux besoins de la famille. Pour eux aussi partir constitue une issue. Direction : la ville — et au-delà, l'étranger...

¹ Sur les 156 élèves entrés en secondaire au cours de l'année scolaire 2018-2019, seuls neuf sont sortis certifiés. Ses chiffres s'expliquent par le faible revenu des parents qui ne parviennent pas à financer la scolarité de leurs enfants. Pour lutter contre les abandons scolaires, le projet « Mokpokpo » a lancé un programme de prise en charge de 50 élèves de l'école secondaire. En contrepartie, ils participent aux activités de défrichage, sarclage, semis et récolte qui génèrent des revenus.

Multiples appartenances

Si, par le passé, la vie religieuse se résumait à des croyances animistes et à des valeurs partagées, la réalité actuelle se présente comme une communauté divisée entre de multiples églises. La plupart des habitants ne semblent pourtant pas prêts à gérer ses différences de convictions et la cohabitation des intérêts de plus en plus divisée est complexe. Les habitants ne se sentent plus représentés par les institutions telles que la chefferie ou les cultes traditionnels qui sont désormais en décalage avec les besoins socio-économiques et culturels. Cette situation renforce le favoritisme endogroupal au détriment d'autres groupes et l'environnement devient de moins en moins sûr pour les uns et pour les autres, les plus faibles étant poussés à émigrer.

Travail agricole : activité ardue aux profits incertains

Une population installée dans une situation de survie développe ce qu'il est possible d'appeler une « culture de précarité »². Elle vit dans le présent, l'avenir étant lointain, hypothétique et impossible à planifier. Les préoccupations se vivent au jour le jour : nourrir sa famille, protéger son toit, éduquer ses enfants... Dans la zone du projet d'autodéveloppement, les seules ressources sont les récoltes. La pluviométrie en conditionne la rentabilité. Trop ou pas assez de pluie peuvent être synonyme de famine. S'il est clair qu'à ce jour, l'avenir de l'Afrique réside dans l'agriculture, force est de constater que ce travail est déprécié, surtout par la jeunesse. Selon les résultats de l'enquête, 47 % des jeunes ne croient plus en l'agriculture comme moyen pour assurer leur émancipation et le développement de leur localité. Ce découragement peut être expliqué par le fait qu'ils ne peuvent pas s'identifier à des personnes qui ont réussi à sortir de la pauvreté grâce à cette activité. Ils sont convaincus que l'agriculture est insuffisante pour nourrir leur famille. De plus, jugent-ils, être paysan est un statut peu enviable. Ils ont l'impression de ne pas compter socialement et économiquement. « *Pourquoi alors emprunter cette voie, en sachant que cela ne mène nulle part ?* » Tout cela sans compter la succession de mauvaises récoltes dues à l'érosion et à la sécheresse. Comme si cela ne suffisait pas, les petits paysans vivent en plus la concurrence de grands projets agraires menés par des compagnies multinationales. Des centaines d'hectares sont monopolisés chaque année en accord avec le gouvernement, les agriculteurs locaux se retrouvant expulsés du jour au lendemain, en contrepartie d'une faible indemnisation. Beaucoup n'ont d'autres choix que de devenir journaliers sur ce qui fut leur propre terre. Les plus jeunes sont littéralement poussés vers les grandes villes, afin d'assurer la survie de leur famille.

Une vision mythique de la migration

Le discours voilé des migrants sur leurs conditions de vie dans les pays d'accueil et le mythe de l'ailleurs entretenu par les médias figurent parmi les raisons qui poussent les jeunes à migrer. C'est l'exemple d'un enseignant de la région. Maître à l'école primaire créée par la population, ses conditions de travail sont rudes et son salaire incertain. Il quitte la région pour le Mali. Un an plus tard, il y revient à bord d'une voiture d'occasion. Il oblitère la croyance selon laquelle « *pour réussir, il faut partir* ».

L'autodéveloppement réduit-il l'exode rural ?

Dans la zone « Mokpokpo », il est rare de croiser des jeunes. C'est un des effets visibles de l'exode. On constate cependant que quelques-uns, après des aventures malheureuses, en ville ou dans les pays voisins, reviennent au village pour s'adonner aux travaux champêtres. Leurs témoignages sont importants. Un des objectifs de l'autodéveloppement est de *créer les conditions idoines pour faire de la migration un choix et non une nécessité*.

Dans ce domaine, une des premières actions du projet mené par l'IRFAM consiste à réaliser des campagnes de sensibilisation. Ainsi, chaque année, des projections de films, des lectures vivantes et un tournoi de football sont organisés au cours desquels la jeunesse est sensibilisée sur les conséquences de l'exode rural et l'existence de mesures incitatives à la pratique de l'agriculture.

La seconde action vise l'augmentation des revenus des ménages. L'étude de l'IRFAM fait apparaître qu'une approche individuelle pourrait produire plus de résultats durables que répondre uniquement aux besoins communautaires (infrastructures éducatives, sanitaires et de loisirs). Dans ce cadre, deux initiatives productrices de revenus ont été développées.

Il s'agit premièrement du Centre local de formation et de production agricole. Il s'inspire du modèle du centre agroalimentaire Songhaï au Bénin. Ses missions sont (1) apprendre aux jeunes paysans de nouvelles pratiques en vue d'augmenter leur productivité et de valoriser le travail de la terre, (2) développer des techniques visant à gérer l'accès à l'eau, (3) associer élevage et agriculture pour la fertilisation des sols et (4) accéder à des savoir-faire complémentaires à l'agriculture (menuiserie, maçonnerie, tissage, coiffure, couture, etc.).

² Selon l'étude menée, le revenu moyen annuel d'un ménage composé de six personnes est de 220 euros soit trois euros par mois par personne.

La seconde activité productrice de revenus est la promotion du tourisme solidaire et interculturel. Sous le nom de « Gododo », l'IRFAM propose aux Européens une immersion au Togo et au Bénin. Le voyage proposé n'est pas une fin en soi, mais un outil de développement durable des régions visitées, ainsi qu'une opportunité de questionnement et de développement personnel des visiteurs. En effet, l'ensemble des services d'accueil, de séjour et les déplacements locaux sont conçus et assurés par les villageois qui accèdent ainsi à des revenus saisonniers, censés augmenter leur capacité à se maintenir dans la région d'origine.

*« La jeunesse africaine aujourd'hui préfère mourir en mer pleine d'espoir
qu'être près de sa mère sans espoir. »*

L. Ndong, discours au sommet Russie-Afrique, octobre 2019, Sochi.